



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau de l'environnement et des procédures publiques

Arrêté préfectoral

14 MARS 2014

mettant en demeure la SARL Ferme GOETTELMANN à MEISTRATZHEIM
de déposer une demande d'autorisation d'exploiter pour régulariser ses activités
d'élevage,
de cesser ses activités d'abattage,
de déposer une déclaration pour ses activités de transformation de viandes de
volailles et de porcs,
et fixant des conditions provisoires d'exploitation des installations existantes :

**LE PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE
LE PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le livre V du code de l'environnement,
- VU** la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution),
- VU** l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2210 « abattage d'animaux »,
- VU** l'arrêté ministériel du 9 août 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2221,
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** la visite d'inspection du 19 février 2014 et la présence d'environ 4 8640 animaux-équivalents de volailles au sein de l'élevage de la SARL Ferme GOETTELMANN au lieu dit « Rittweg » à MEISTRATZHEIM,
- VU** la visite d'inspection du 19 février 2014 et la présence d'une activité d'abattage et de découpe de volailles exploitées par la SARL Ferme GOETTELMANN pour environ 3,5 tonnes équivalents-carcasses/jour pendant deux jours/semaine au 309 rue Principale à MEISTRATZHEIM,

CONSIDÉRANT l'exploitation d'une installation classée d'élevage sans autorisation préalable,

CONSIDÉRANT que la poursuite de l'exploitation de cet élevage dans le respect des règles techniques de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 est possible sans atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT l'exploitation d'une installation classée d'abattage et de transformation de viandes sans déclaration préalable,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1 : Régularisation administrative des activités

La SARL Ferme GOETTELMANN, dont le siège social est situé 309 rue Principale à MEISTRATZHEIM, est mise en demeure de déposer :

- un dossier de demande d'autorisation d'exploiter pour son élevage de volailles et le cas échéant de porcs dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent. Ce dossier s'attachera si nécessaire à justifier les choix des mesures envisagées et présente les performances attendues au regard des meilleures techniques disponibles, au sens de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution).

- un dossier de déclaration dans un délai de un mois pour son activité de transformation de viandes, tel que prévu à l'article R.512-47 du code de l'environnement ;

Elle est également mise en demeure de cesser toute activité d'abattage de volailles au 309 rue Principale à MEISTRATZHEIM dans un délai de huit jours maximum après la notification du présent arrêté.

Article 2 : poursuite du fonctionnement des activités dans leur configuration actuelle

Le fonctionnement de l'élevage et de l'atelier de transformation de viandes est autorisé jusqu'aux régularisations administratives prescrites à l'article 1 du présent arrêté.

A cet effet, les prescriptions techniques qui s'appliquent aux installations d'élevage sont celles fixées par l'arrêté ministériel modifié du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les prescriptions techniques qui s'appliquent aux installations de transformations de viandes sont celles fixées par l'arrêté ministériel du 9 août 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2221.

L'exploitant met en œuvre sans délai les dispositions à respecter et transmet sous un mois à l'inspection des installations classées de la direction départementale de la protection des populations les justificatifs nécessaires (plan d'épandage, conditions ou planning des autosurveillances, propreté, gestion conforme des déchets).

Article 3 : frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la SARL Ferme GOETTELMANN.

Article 4 : sanctions

En cas de non respect des prescriptions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales encourues, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement (consignation de sommes, suspension de l'activité).

Article 5 : délai et voie de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article L.514-6 du Code de l'environnement).

Article 6 : mesures exécutoires

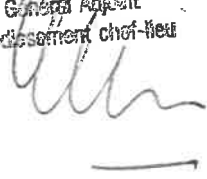
Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Madame la Sous-Préfète de Sélestat-Erstein,
Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie du Bas-Rhin,
L'inspection des installations classées de la Direction Départementale de la Protection des Populations du Bas-Rhin,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

P. le Préfet,

Le Secrétaire Général Adjoint
chargé de l'arrondissement chef-lieu



Jean-François COURET



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COPIE

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction départementale de la protection
des populations

Strasbourg, le 14 MARS 2014

Service de surveillance de la santé animale
et de l'environnement – protection animale

Dossier suivi par : Sébastien SCHULTZ
Tél : 03.88.27.51.80

Monsieur le gérant,

Votre installation d'élevage de volailles implantée sur la commune de MEISTRATZHEIM a fait l'objet le 19 février 2014 d'un contrôle de l'inspection des installations classées rattachée à la direction départementale de la protection des populations (DDPP) du Bas-Rhin.

Il ressort de cette visite que cette installation connue pour 14 080 animaux-équivalents en 2000 dépasse aujourd'hui largement les 30 000 animaux-équivalents (seuil de l'autorisation de la rubrique 2111-2.a) de la nomenclature des installations classées). Elle fonctionne donc sans l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du code de l'environnement et sans que vous n'ayez jamais procédé à une quelconque information relative aux augmentations d'effectifs opérées.

Il ressort également de la visite que vous exploitez un atelier d'abattage de volailles et de transformation de viande sans les déclarations requises au titre des ICPE. Vous indiquez néanmoins la cessation imminente de l'abattage des volailles au profit de l'abattoir ayant donné lieu au récépissé de déclaration du 10 décembre 2012 délivré à la SCA « Les Fermes Avicoles d'Alsace Réunies » et situé à GOXWILLER.

Les infractions ont donc été relevées par l'inspecteur des installations classées et transmises à M. le procureur de la République qui décidera de la suite à donner.

Parallèlement, je me vois dans l'obligation de vous mettre en demeure de déposer en régularisation un dossier de demande d'autorisation d'exploiter pour votre élevage de volailles (le cas échéant de porcs) et la déclaration nécessaire au fonctionnement de l'atelier de transformation de viandes de porcs et volailles.

L'arrêté de mise en demeure prescrit également les conditions de fonctionnement provisoires s'appliquant à votre élevage fonctionnant en dépassement des effectifs déclarés, afin d'assurer sa régularité administrative. Je vous demande cependant de transmettre à l'inspection des installations classées de la Direction Départementale de la Protection des Populations sans faute et dans les délais prévus l'ensemble des justificatifs nécessaires à la conformité de vos installations (correction des non conformités constatées).

Je vous encourage à constituer un dossier de demande d'autorisation d'exploiter intégrant au mieux et autant que possible l'ensemble des conditions de fonctionnement à venir.

En cas d'inobservation de ces dispositions, il sera fait application des sanctions administratives et pénales, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement (suspension d'activité).

Je vous prie de recevoir, Monsieur le gérant, l'expression de mes salutations distinguées.

LR/AR

M. Patrick GOETTELMANN
SARL FERME GOETTELMANN
309 rue Principale
67210 MEISTRATZHEIM

Le Préfet,
P. le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint
chargé de l'environnement chef-lieu


Jean-François COURET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DU BAS-RHIN

DDPP
19 MARS 2014
Bas-Knin

Strasbourg, le **1.8 MARS 2014**

A

Objet	Nombre de pièces	Objet de Transmission
<p>INSTALLATIONS CLASSEES</p> <p>----</p> <p>Commune de MEISTRATZHEIM</p> <p>SARL FERME GOETTELMANN</p> <p>Copie de mon arrêté de mise en demeure.</p>	<p>1</p>	<p>Transmise pour information.</p> <p>LE PREFET, P. le Prefet Le Secrétaire Administratif</p> <p> Emmanuelle SCHEIL</p>

